

La fronde anti-suédoise à un tournant

- Plus de 70 000 manifestants sont attendus à Bruxelles à l'appel des syndicats.

- La suite de la mobilisation syndicale est incertaine.

- La FGTB est isolée à la pointe de l'opposition au gouvernement fédéral.

Les syndicats redescendent dans la rue

Un an après sa mise en place, le front commun syndical appelle ce mercredi à une grande manifestation destinée à dénoncer la politique "antisociale" du gouvernement N-VA-MR-CD&V-Open VLD et à présenter ses alternatives. Depuis douze mois, on ne compte plus les actions syndicales dirigées contre Michel I^{er} (manifestations, grèves tournantes, grève générale,...).

Les syndicats chrétien (CSC), socialiste (FGTB) et libéral (CGSLB) sont cependant forcés de constater que cette mobilisation n'a pas porté beaucoup de fruits et que le menu servi par les "suédois" reste "indigeste". Raison pour laquelle ils ressortent les calicots aujourd'hui.

Dans leur viseur, le saut d'index; le relèvement de l'âge légal de la pension de 65 à 67 ans d'ici 2030; le durcissement des règles en matière de chômage, d'allocations d'insertion, de prépension, de pension anticipée; les coupes dans les

dépenses publiques (sécurité sociale, budget des services publics,...); le déséquilibre de la réforme fiscale;...

Contrairement à ce qu'affirme la majorité, les syndicats estiment que des alternatives existent à l'austérité. Ils prônent une politique de relance destinée à créer des emplois de qualité; des investissements dans les services publics et le non-marchand; le retour de l'indexation des salaires et de la liberté de négocier les salaires; une plus grande justice fis-

cale; le maintien de la pension à 65 ans; la réduction collective du temps de travail afin d'offrir de l'emploi aux jeunes;...

La manifestation, à laquelle sont attendus nombre de représentants du monde associatif (Hart boven hard, Tout autre chose,...), démarrera de la gare du Nord sur le coup de 11h30. Le parcours emmènera les militants jusqu'à la gare du Midi, en évitant le nouveau piétonnier bruxellois.

L.G.

"Nous avons assuré à nos affiliés que cette manifestation nationale ne constituerait pas la fin de notre combat. Il était dès lors important de présenter ce nouveau plan."

MARC GOBLET
Secrétaire général de la FGTB

"Nous allons continuer à taper sur le même clou et dénoncer les effets néfastes de la politique du gouvernement."

MARIE-HÉLÈNE SKA
Secrétaire générale de la CSC

Attention accrue Plus de 70 000 ? pour la sécurité Mais avec quelle motivation ?

La dernière grande manifestation syndicale, le 6 novembre 2014, avait été entachée par de graves incidents survenus en fin de cortège. De violentes bagarres avaient opposé les forces de l'ordre à une série de casseurs, parmi lesquels de nombreux dockers. Cent cinquante policiers avaient été blessés. Selon un décompte de la police de Bruxelles-Ixelles, 54 personnes ont été identifiées et arrêtées à l'issue des enquêtes. Des peines de travail ont été prononcées. Des interpellations ont encore eu lieu la semaine dernière.

Rencontre avec les dockers

Onze mois plus tard, ni la police ni les syndicats ne veulent revivre de tels débordements. De source syndicale, on ne s'attend pas à ce qu'ils se reproduisent, mais on annonce avoir pris des mesures supplémentaires pour les empêcher. "Sinon, on ne retiendra que ça", argumente Marc Goblet (FGTB). Comme de coutume, des réunions préparatoires ont eu lieu entre les organisateurs de la manifestation et les forces de l'ordre. Mais cette fois, ces réunions ont été plus nombreuses. A cette occasion, le chiffre de 70 000 manifestants a été évoqué. Une coordination avec les services d'ordre internes des syndicats a été mise en place. Les policiers ont également rencontré des représentants des dockers.

La direction des forces de l'ordre sera assurée par la zone de police de Bruxelles-Ixelles. Celle-ci ne divulguera pas le dispositif mis en place, ni le nombre de policiers engagés.

J. La et L. G.

Le front commun n'espère pas rééditer la performance du 6 novembre 2014, où de 100 à 120 000 personnes avaient manifesté à Bruxelles. A l'époque, Charles Michel venait de dévoiler son programme, dans lequel il s'attaquait à quelques tabous syndicaux (indexation des salaires, âge de la pension,...). Pas trop difficile, dans ces conditions, de mobiliser les troupes. Aujourd'hui, l'actualité est plus calme, même si le menu suédois reste "indigeste". Ce 7 octobre, on n'atteindra donc pas ce score. Le chiffre de 70 000 circule avec insistance. S'il est atteint, les syndicats se diront satisfaits. Certains, plus optimistes, évoquent 70 000 tickets commandés à la SNCB pour acheminer les manifestants, auxquels il convient d'ajouter les Bruxellois et ceux qui viendront par la route. On tournerait alors autour des 90 000.

Le bulldozer suédois a-t-il une marche arrière ?

Mais dans quel état d'esprit marcheront-ils ? Résignés ou déterminés ? Parce qu'il faut bien ou parce qu'ils y croient ? Face à l'intransigeance de Michel I^{er}, ils sont nombreux à se demander à quoi bon défilé une fois par an du Nord au Midi ? Pour les motiver, les responsables syndicaux leur ont détaillé la facture que leur présente le gouvernement et leur ont assuré que cette action sera suivie d'autres, pour (tenter de) maintenir la pression sur la majorité fédérale. Sera-ce suffisant pour les convaincre que le bulldozer suédois est équipé d'une marche arrière ?

L. G.

Un cavalier seul de la FGTB ?

Quel est l'avenir du front commun syndical ? Jusqu'ici, les principales actions dirigées contre le gouvernement Michel ont été organisées de concert par les syndicats chrétien (CSC), socialiste (FGTB) et libéral (CSC). Et les "amabilités" échangées cet été entre la n°2 de la CSC, Marie-Hélène Ska, et son homologue de la FGTB, Marc Goblet, ne semblent pas avoir laissé de séquelles. Mais la suite est plus incertaine. Comme souvent, la FGTB est à la pointe du combat. Elle se sent d'autant plus libre qu'elle n'a pas, comme la CSC, de parti frère au gouvernement. Au contraire, les partis socialistes l'appuient. Dès hier, la FGTB a annoncé des actions tour-

nantes par province. Le syndicat socialiste aurait souhaité le ralliement de la CSC. Mais pour l'heure, les autres syndicats privilégient des actions ciblées à des grosses mobilisations interprofessionnelles.

Divergences Nord-Sud

Est-ce pour autant la fin du front commun anti-Michel ? Non, car sur le fond des dossiers, les trois syndicats ont des positions très proches. C'est davantage dans la méthode utilisée pour atteindre leurs objectifs que les divergences de vue apparaissent. Des divergences qui n'épargnent d'ailleurs pas les syndicats eux-mêmes, avec, tant à la CSC qu'à la FGTB, des Wallons tenants d'une opposition dure face à des Flamands davantage partisans d'une méthode plus douce et pragmatique.

Uni dans ses revendications, le monde syndical se disperse face à "l'ennemi", qui ne s'en plaindra pas.

L. G.

Des grèves, mais La concertation pas générales sociale plombée

A quelles actions faut-il s'attendre après la manifestation nationale de ce mercredi ? Cela dépendra en partie du succès de celle-ci. Si les syndicats essuient un échec aujourd'hui, c'est-à-dire ne parviennent pas à montrer à la majorité N-VA-MR-CD&V-Open VLD qu'ils sont encore capables de mobiliser leurs troupes, ils pourront aller se recoucher jusqu'en 2019. Cela ne devrait toutefois pas être le cas, même si l'on ne devrait pas répéter le succès du 6 novembre 2014.

Liège en pointe

Mais quid, après ? Le front commun présente des fêlures. La CSC se dit prête à prendre part à des actions ponctuelles. Elle participera, par exemple, à la manifestation contre la pauvreté du 16 octobre à Namur, avec la FGTB. Mais elle ne s'avance pas plus. "On doit réfléchir, à chaque fois que l'on mène une action, pour voir si elle aide à atteindre nos objectifs", dit la secrétaire générale du syndicat chrétien, Marie-Hélène Ska. La CSC, comme la CGSLB, reste donc mobilisée, mais ne s'engage pas pour des actions plus dures, comme des grèves.

La FGTB, au contraire, se dirige dans cette voie, même si ce ne sera pas partout avec la même intensité. Des actions se dérouleront province par province, en commençant par celles de Liège et d'Anvers, la semaine du 19 octobre. Et à Liège, il est d'ores et déjà acquis que cela passera par la grève. Ici aussi, les différences de mobilisation entre Nord et Sud risquent d'apparaître au grand jour.

L.G.

Ce n'est pas parce que les syndicats descendent une nouvelle fois dans la rue, ce mercredi, qu'ils boycottent toute discussion avec la "suédoise" et les employeurs. Au Comité national des pensions, gouvernement et partenaires sociaux doivent notamment tenter de s'accorder sur la définition de la pénibilité du travail, qui pourrait accorder à certains métiers un accès à une pension anticipée. Au groupe des Dix, patrons et syndicats ont aussi de quoi négocier : disponibilité adaptée sur le marché du travail pour les prépensionnés et les chômeurs âgés; allocation garantie de revenu pour les travailleurs à temps partiel involontaires,...

Les dindons de la farce

Mais depuis un an, les syndicats ont la fâcheuse impression que la concertation sociale est devenue une farce et qu'ils en sont les dindons. D'abord parce que les employeurs, gâtés par un gouvernement qui les soutient à tous crins, ne sont pas enclins à lâcher du lest. Ensuite, parce que, quand un accord peut malgré tout être atteint entre travailleurs et employeurs, il n'est pas nécessairement pris en compte par le gouvernement. Voyez le cas des prépensions.

A l'occasion des discussions sur les métiers pénibles ou la disponibilité, les syndicats attendent que les employeurs (à qui s'adresse également cette manifestation) et le gouvernement leur prouvent que la concertation sociale interprofessionnelle n'est pas devenue une coquille vide.

L.G.

Un an de gouvernement (4/7)

Dossier réalisé
par Antoine Clevers

Mettre des mots

Tentative de définition

Qui es-tu ? Gouvernement de rupture. Ultralibéral. De centre droit. Qui asphyxie les gens au profit des entreprises. Qui crée les conditions de la relance économique. Etc, etc.

L'imagination des politiques est sans borne lorsqu'il s'agit de défendre ou d'attaquer un gouvernement. Un an après la formation de l'exécutif Michel, tentons de définir son action.

Deux experts. Les politologues Jean

Faniel et Benoît Rihoux se sont pliés à cet exercice peu évident. Le premier est le directeur général du Crisp (Centre de recherche et d'information socio-politiques). Et le second est professeur ordinaire à l'UCL (Université catholique de Louvain).

Le gouvernement Michel est... Il est de centre droit

D rôle de paradoxe. Le Premier ministre Charles Michel (MR) dit de son gouvernement (MR, N-VA, CD&V, Open VLD) qu'il est de centre droit. Or, le même Charles Michel, lorsqu'il était président du MR, jugeait que le précédent exécutif (PS, SP.A, MR, Open VLD, CDH, CD&V), dirigé par le socialiste Elio Di Rupo, menait également une politique de centre droit...

Contradictoire ? Pas nécessairement, à en croire Jean Faniel, politologue au Crisp. "Cela tient au contenu des politiques menées. Pour une partie d'entre elles, il y a une continuité entre les deux gouvernements, mais celui de Michel va encore un pas plus

loin. Par exemple, sur l'accès aux allocations d'insertion ou en matière de pensions."

Communication politique

L'auteur américain Herbert Kitschelt propose de classer d'un point de vue socio-économique les partis ou les politiques gouvernementales sur une échelle allant de 0 à 10. Le 0 est la planification totale de l'économie par les autorités, le collectivisme porté à l'extrême; et le 10, l'absence totale de régulation, la forme ultime de l'ultralibéralisme. "Je mettrais le gouvernement Michel à 6 dans cette classification, commente le professeur

Rihoux (UCL), sachant que le gouvernement conservateur de "David Cameron au Royaume-Uni est plutôt à 8. Historiquement, en Belgique, on se situe entre 4 et 6. C'est extrêmement régulier." Pour Benoît Rihoux, le gouvernement fédéral actuel est donc de "centre droit".

Jean Faniel, qui hésite à le classer à droite ou au centre droit, estime surtout que "cette question relève plus de la communication politique que de l'analyse politique. En Flandre, la N-VA ou l'Open VLD n'ont aucun problème à se dire de droite. Côté francophone, c'est plus délicat pour le MR" face à un électoralat votant davantage à gauche.

Il est libéral

Le gouvernement pratique une politique socio-économique que l'on peut qualifier sans difficulté de libérale. Les spécialistes Jean Faniel (Crisp) et Benoît Rihoux (UCL) se rejoignent sur ce point. Mais de manière très nuancée.

"On est dans une approche économique de type néolibéral, par distinction de l'approche keynésienne, explique le premier. Pour le gouvernement, la relance de l'économie passe par l'offre, c'est-à-dire par le soutien aux entreprises (réduction des cotisations patronales, blocage des salaires, flexibilité accrue des travailleurs...). A l'inverse, le keynésianisme défend le principe d'une relance par la demande, par

le soutien au pouvoir d'achat, aux investissements publics, etc. Autre exemple qui montre que le gouvernement Michel est libéral, c'est son soutien au TTIP", le traité de libre-échange avec les Etats-Unis.

Entre néolibéralisme et libéralisme modéré

Mais M. Faniel insiste. *"Je dirais que le gouvernement est néolibéral, c'est-à-dire que sa politique libérale s'accompagne d'une dimension idéologique. C'est l'idée selon laquelle 'il n'y a pas d'alternative'. C'est le TINA - 'There is no alternative' - de Margaret Thatcher", l'ancien Premier ministre britannique. L'avis de Benoît Rihoux est, à cet égard, assez*

divergent. Il parle lui d'un "libéralisme modéré".

"Si je compare ce qui se passe chez nous au basculement qui s'est opéré dans des pays voisins, notamment nordiques, il y a bien un glissement vers une politique plus libérale, mais avec des éléments de modération assez forts, essentiellement l'ensemble des mécanismes de concertation sociale. Dans ce contexte, il est impossible d'aller vers une vraie dérégulation libérale de l'économie. D'ailleurs, je ne vois pas un contraste frappant entre les choix effectués au fédéral ou dans les régions. Dans tous les cas, on est dans une économie de marché. Il faut distinguer le discours politique des actes effectivement posés."

Il est sécuritaire

Qu'en est-il des valeurs? Comprenez: les questions sociétales, éthiques, religieuses, liées aux minorités ou aux genres. Force est de constater que les politologues Benoît Rihoux (UCL) et Jean Faniel (Crisp) ne sont pas sur la même longueur d'onde.

"En Belgique, dit le professeur d'université, à l'exception de quelques moments, il n'y a pas eu de rupture. Tous les gouvernements ont pratiqué des politiques réformistes progressistes modérées. Je ne vois pas de différences majeures sur les questions liées aux libertés individuelles entre les partenaires des exécutifs Di Rupo et Michel." La vision de Jean

Faniel est bien différente. Selon lui, le gouvernement actuel est "conservateur", c'est-à-dire réfractaire au changement. *"Attention, il n'est pas réactionnaire", il n'entend pas revenir sur certaines valeurs ou acquis éthiques (comme en Espagne sur l'avortement). "Mais rien dans ses réalisations ou ses intentions ne relève du progrès social en termes de droits des citoyens - par exemple, en matière d'euthanasie ou de bioéthique."*

Tiraillement dans les partis libéraux

A contrario, les deux spécialistes s'accordent pour pointer le "tournant sécuritaire" pris par

l'équipe Michel. Renforcement de l'arsenal légal des forces de l'ordre (dont les écoutes téléphoniques), politique migratoire stricte, accent mis sur la sécurité en général, etc. *"Selon les conclusions d'une analyse du philosophe John Pitseys (UCL), on n'est pas là dans une politique libérale", note Jean Faniel. "D'ailleurs, dans les partis libéraux, complète Benoît Rihoux, il y a des tiraillements entre la protection des libertés individuelles et le principe plus conservateur du respect de la loi et de l'ordre." Mais il insiste: "Vu le contexte sécuritaire actuel, il est probable qu'un autre gouvernement aurait pris des décisions similaires."*